

Les commissions d'Yvette Jaggi

(LNQ du 21 mars)

DE M. MURAT KUNT
GRANDVAUX (VD)

Yvette Jaggi, candidate au poste de secrétaire d'Etat à la Recherche, pense donc qu'un sociologue ou un économiste couvrirait le vaste domaine de la science et de l'enseignement supérieur aussi bien sinon mieux qu'un physicien ou un biochimiste. Dans la foulée, elle émet déjà des doutes sur l'utilité de la physique nucléaire.

En abordant les programmes de recherche comme une simple liste de commissions, on est bien sûr plus tenté d'économiser sur la viande à 70 francs le kilo que sur les pommes de terre. Et de mettre d'abord en cause les milliards investis dans la physique nucléaire. Après tout, pourquoi dépenser autant pour faire s'entrechoquer des petites billes et les prendre en photo? De même, quelques cailloux lunaires valent-ils tout l'argent in-

vesti dans le programme spatial? C'est oublier un peu vite que la physique nucléaire a été la locomotive de nombreuses autres sciences par les défis qu'elle pose et continue heureusement de poser! Quel savant peut nier son impact sur l'informatique, l'électronique, la mécanique?

Les relations entre les sciences sont diffuses et risquent, hélas, d'échapper à celui ou celle qui ne les a pas vécues, se contentant de

se documenter dans une bibliothèque. Si Mme Jaggi veut renverser la vapeur au cas où elle serait nommée, qu'elle s'interroge d'abord sur les dégâts qu'elle risque de causer. Quand on sait que Ruth Dreifuss n'accordait qu'une heure par mois au secrétaire d'Etat sortant Heinrich Ursprung, on espère que son successeur saura manifester une vision claire!

Recherche, science et éducation sont les domaines clefs pour l'ave-

nir d'un pays. Le retour sur l'investissement y prend plus de temps que les échéances électorales. Les Etats-Unis et l'Europe ont considérablement restreint cette vision d'avenir en privilégiant la recherche appliquée au détriment de la recherche fondamentale. Seuls les Japonais ont compris ce qu'il fallait faire et décidé, à l'étonnement du monde entier, d'investir 17 trillions de yens pour la période 1995-2000. □